

## **CCFP 6 décembre 2016.**

Madame la Ministre,

Vous venez à l'instant de « changer de chef de service ». Pour autant, dans un souci de lisibilité et de continuité nécessaire sur les sujets que nous avons à traité, nous faisons le vœu que vous puissiez rester à votre poste jusqu'à la fin du mandat présidentiel.

Nous aurons l'occasion d'évoquer les différents points de l'ordre du jour au moment de leurs examens.

Toutefois, nous ne saurions commencer cette séance sans évoquer quelque peu l'état d'esprit dans lequel Solidaires FP se trouve à l'issue d'une période politique préoccupante.

D'autant préoccupante que la fonction publique depuis quelques semaines est devenue une cible facile des ennemis de la cohésion sociale.

Dans le même temps, les annonces politiques de la part du chef de l'Etat, ces derniers jours sonnent également comme l'aveu d'une impossible réussite tant nous avons le sentiment que trop de mauvaises routes ont été empruntées par votre gouvernement ces quatre dernières années.

Si bien que nous pouvons dire que ces errances expliquent en partie la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Dans quelques mois le peuple français sera amené à se prononcer pour une nouvelle période politique mais les signes avant coureurs des reculs sociaux s'annoncent déjà.

Faut-il vous redire ici que depuis 2013 nous avons tenté d'alerter votre gouvernement des risques que sa politique faisait courir aux femmes et aux hommes qui éprouvent chaque jour un sentiment de mépris ou de laisser pour compte. Les fonctionnaires éprouvent eux aussi ce sentiment d'amertume vis à vis d'une politique qui a tourné le dos aux promesses faites et qui a dilapidé le capital de confiance qu'ils et elles pouvaient éventuellement encore avoir.

Ce ne sont pas les quelques mesures, au demeurant minimales en y regardant de près, tel le dégel du point d'indice ou les quelques avancées pour certains agents dans le cadre de PPCR qui peuvent répondre aux attentes gâchées par des choix budgétaires qui n'ont en rien amélioré la situation des salariés et des fonctionnaires dans leur ensemble. Chômage dans le secteur privé manque d'effectifs et dégradation des conditions de travail dans la fonction publique.

Chaque PLF a égrené son lot de suppressions d'emplois et de restructurations budgétaires pour l'action publique et à largement ouvert au travers du CICE et du pacte de responsabilité, les vannes des cadeaux fiscaux aux entreprises, qui pour certaines d'entre elles se sont empressées de faire fructifier les avoirs de leurs actionnaires au lieu d'investir et de créer des emplois.

Depuis une semaine, les attaques contre la fonction publique contre la sécurité sociale contre les retraites, sont agressives et surréalistes. Elles augurent si elles étaient plébiscitées de véritables drames sociaux.

Dans ce contexte, nous avons été conduit à mener une journée d'expression et de mobilisation dans la fonction publique le 29 novembre dernier pour rappeler publiquement notre attachement aux valeurs qui sont portées par la fonction publique.

Il nous semble qu'il est plus que temps de donner des signes forts et tangibles de reconnaissance de l'utilité de la fonction publique et des services publics qu'elle sert.

Il vous reste peu de mois pour mener ce combat et sans doute aussi de faire en sorte que les agents de votre ministère ne se sentent pas mis au pilori.

Cela passe par des actes de reconnaissances tangibles, pas seulement avec des mots. Et vos propos de ce matin nous semblent aller dans le bon sens.

Cela peut encore se faire en luttant plus fort contre la précarité.

Cela peut se faire en proposant un réel rattrapage des pertes subies en matière de pouvoir d'achat. Cela peut se faire en décidant un rendez-vous salarial avant la fin de votre mandat.

Nous le savons le dernier PLF de votre mandature va sans doute vous interdire de répondre à de telles attentes.

Pour autant il vous appartient de répondre aux inquiétudes des personnels qui s'expriment ici ou là.

- Dans le secteur de la santé où le PLFSS et la loi Touraine permettent la lente dégradation du secteur hospitalier

- A l'état où des ministères vont encore connaître les affres des suppressions d'emplois alors que leurs missions sont pourtant éminemment nécessaires à la cohésion nationale et sociale.

- Dans la territoriale, les perspectives incertaines de la loi NOTRe sont sources d'anxiété et de malaise chez les personnels.

Trop de chantiers en même temps, nuisent à la lisibilité de votre politique en matière de progrès social.

Nous serons particulièrement attentifs aux propositions que vous ferez sur égalité femmes hommes, temps de travail, discrimination... autant de sujets qui ne pourraient souffrir, en cette période, d'annonces négatives.

Enfin madame la Ministre, cette fâcheuse manie de ne vouloir présenter l'action publique que comme un coût et non comme une richesse plombe toutes les initiatives qui pourraient être prises.

Osez dire, madame la Ministre qu'il n'est pas anormal d'avoir un montant élevé, mais dans la moyenne européenne, de prélèvements obligatoires, quand en contrepartie les citoyennes et les citoyens bénéficient de services auxquels ils n'auraient pas accès autrement.

Cette approche serait d'autant plus cohérente si elle était basée sur une juste répartition des richesses. Le moins qu'on puisse dire aujourd'hui, c'est que cet aspect des choses fait grandement défaut !

Madame la Ministre nous ne nous faisons pas d'illusion sur votre capacité à changer le cours des choses dans cette courte période.

**Nous tenions toutefois vous redire combien Solidaires est attaché à la fonction publique aux fonctionnaires qui la servent, aux services publics qu'ils et elles accomplissent.**

**Une des grandes richesses de ce pays c'est nous car nous sommes le ciment de la cohésion sociale.**